

2. PUBLICATIONS DU MOIS

SOCIETE

► " How will Covid-19 transform Morocco's health care industry?"

SCIENCES & TECHNIQUES

► "Morocco digital transformation: Covid-19 recovery roadmap "

ECONOMIE

► " Will productivity and growth return after the Covid-19 crisis?"

ENVIRONNEMENT

► " Nature and net zero "

POLITIQUE

► " Intégration régionale dans l'Union pour la Méditerranée : le rapport d'étape "

1. FOCUS DU MOIS

Ce rapport du Fonds mondial pour la nature appelle à un cadre mondial de la biodiversité solide et ambitieux.



3. CONCEPT EMERGENT

Le concept abordé dans ce numéro porte sur la "Open data".



4. BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette rubrique présente une sélection d'ouvrages ayant trait aux questions globales, récemment publiés ainsi que ceux à paraître dans les mois à venir.



◆◆◆◆◆ 1- FOCUS DU MOIS

► 30/30 : Scénarios de reprise de la biodiversité et de la reconstitution des stocks halieutiques en Méditerranée / Fond mondial pour la nature, 2021

Tags : Biodiversité | AMP | OECM | 2030
| Pêche | Economie bleue |

Le Fond mondial pour la nature appelle à un cadre mondial de la biodiversité solide et ambitieux, notamment, un réseau d'aires marines protégées efficaces (AMP). Ce nouveau cadre doit inclure un objectif de conservation par zone (OECM) de 30% de la mer Méditerranée d'ici 2030.

Le rapport note que le réseau actuel des AMPs et d'OECM en Méditerranée n'engendre pas les avantages et les bénéfices de conservation durable des écosystèmes marins et des secteurs d'activité requis. De nombreuses études ont montré qu'au niveau écologique et commercial, la biomasse des espèces importantes connaîtrait une baisse en 2030 dans le scénario de statu quo.

En cas d'extension de la taille des aires marines protégées des zones méditerranéennes, ces AMP devraient fournir les plus grands avantages de conservation et de pêche d'ici 2030. Les zones concernées sont la mer d'Alboran, le Nord-Ouest de la Méditerranée, le canal de Sicile, la mer Adriatique, la fosse hellénique, la mer Égée et la mer Levantine. Elles sont, également, considérées comme étant des zones prometteuses pour l'économie bleue avec la plus forte

concentration d'activités maritimes actuelles et attendues.

Le rapport identifie quatre scénarios de protection marine des macro-zones dans lesquelles des "aires marines protégées" (AMP) et des "autres mesures de conservation efficaces par zone" (OECM) pourraient être établies pour atteindre l'objectif de protection de 30% de la mer Méditerranée :

- Zones d'importance écologique ou biologique couvrant 46,07 %.
- Domaine de consensus couvrant 19,1 %.
- Habitats halieutiques essentiels couvrant 14,7%.
- Optimisation spatiale couvrant 30 %.

Afin d'atteindre une protection efficace de 30% de la mer méditerranée, les pays de la région devraient, entre autres :

- élargir la couverture des AMP et des OECM, en identifiant les zones de protection qui offriront les plus grands avantages écologiques et socio-économiques,
- protéger les zones riches en biodiversité marine pour une pêche durable dans les zones surexploitées de la mer Méditerranée,
- intégrer le réseau des AMP et de l'OECM dans une gestion intégrée axée sur les écosystèmes des océans,
- réfléchir à un financement juste pour accompagner la

recherche, la planification de l'espace marin et les mesures de conservation dans les pays à faible revenu.

Source :

https://wwfafrica.awsassets.panda.org/downloads/wwf_report_final_word_doc_fr_2.pdf?33842/Rapport-en-Francais-PROTECTING-30-OF-THE-MEDITERRANEAN-BY-2030

◆◆◆◆◆ 2- PUBLICATIONS DU MOIS

◆◆◆ SOCIETE

► **How will COVID-19 transform Morocco's health care industry/Oxford Business Group, 2021**

Tags: Covid-19 | Santé | Industrie pharmaceutique | Digitalisation | Recherche et développement |

La pandémie de la Covid-19 a profondément impacté les systèmes de soins de santé du monde entier.

De l'accès aux soins de santé à la capacité des ressources humaines et à la disponibilité des médicaments et du matériel médical, la pandémie a mis à l'épreuve le secteur sur tous les fronts. Alors que le Maroc a, relativement, bien géré la campagne de dépistage, de traçage et de mobilisation de certaines industries pour contribuer à la lutte nationale contre la Covid-19, un certain nombre de défis urgents devraient être relevés à court et moyen terme afin de protéger le secteur de santé du Royaume, l'industrie des soins et le bien-être des citoyens.

Le rapport souligne, en premier lieu, que l'industrie pharmaceutique marocaine est appelée à jouer un rôle de plus en plus important dans ce contexte de crise sanitaire : garantir l'accès aux matières premières pour la production locale de médicaments, améliorer la formation et investir davantage dans la recherche et le développement sont des domaines clés à prendre en compte par l'ensemble de l'écosystème pharmaceutique marocain.

Grâce à sa situation géographique stratégique et à son expérience établie, le Maroc est également bien placé pour capter les investissements des entreprises européennes qui cherchent à rapprocher la production de chez eux. L'industrie pharmaceutique marocaine devrait se positionner stratégiquement en établissant des alliances et des partenariats au niveau international.

Un autre aspect qui façonnerait l'avenir des soins de santé au Maroc est la capacité du secteur à tirer profit de la digitalisation. La télémédecine et la cyber-santé sont des piliers clés du "Plan Santé 2025". Auparavant, le Maroc avait déjà pris des mesures pour numériser ses services de santé.

En avril 2018, l'Agence nationale de l'assurance maladie, l'organisme chargé de réguler et de normaliser le système de santé, a introduit l'interopérabilité en mettant en œuvre l'identifiant national des professionnels de santé et des établissements de santé.

Dans un autre effort pour élargir l'accès aux services de santé, une loi sur la télémédecine a été approuvée en mai 2018, ce qui a permis d'étendre les soins aux régions éloignées et aux zones dépourvues de personnel médical.

De nouvelles initiatives ont vu le jour depuis la détection des premiers cas de coronavirus au Maroc. A titre d'exemple, en avril 2020, un groupe d'ingénieurs en informatique et de médecins a lancé doHome.ma, une plateforme numérique de téléconsultation médicale qui relie les patients de Covid-19 à des médecins bénévoles. En Mai de la même année, le gouvernement a lancé "Santé Connect", un réseau social communautaire qui rassemble des professionnels de la santé pour échanger leur expertise sur la pandémie.

Enfin, la pandémie de la Covid-19 a mis en relief l'importance de la recherche et développement dans le développement des solutions innovantes et des industries locales.

A l'instar des autres pays, le Maroc s'est démarqué, à titre d'illustration, par la création du premier kit de diagnostic Covid-19 100% marocain par la Fondation marocaine pour les sciences avancées, l'innovation et la recherche.

Source

<https://oxfordbusinessgroup.com/blog/souhir-mzali/focus-reports/report-how-will-covid-19-transform-moroccos-healthcare-industry>

◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► Morocco digital transformation: Covid-19 recovery roadmap/Oxford Business Group, 2021

Tags : Maroc | Technologie | Covid-19 | Transformation digitale | Compétitivité numérique | Distanciation sociale | Télétravail | Confinement | Inclusion sociale | Développement humain | Fracture numérique |

Ce rapport analyse l'impact de la technologie sur la société et l'économie marocaine. Il démontre comment l'utilisation des technologies a permis au Royaume de traverser au mieux la crise sanitaire liée à la Covid-19, offrant des pistes de développement à venir grâce à une transformation digitale accélérée.

La pandémie de la Covid-19 a mis en évidence la nécessité d'une numérisation accrue dans tous les secteurs de l'économie. Au Maroc, la transformation numérique a commencé il y a une décennie et s'est accélérée par des initiatives gouvernementales majeures, notamment "Horizon 2020", lancé en 2017 et "Horizon 2025", qui ont fixé des objectifs ambitieux en matière d'administration électronique et de formation des jeunes aux nouvelles technologies.

Les mesures entreprises par le Royaume dans ce cadre ont contribué, favorablement, à son positionnement en quatrième rang dans la région Moyen Orient et de l'Afrique du Nord dans le classement établi par le Centre européen pour la compétitivité numérique en 2020.

Elles ont permis, également, de maintenir la productivité tout en respectant la distanciation sociale. A titre d'illustration, le rapport cite la solution de digitalisation des opérations agricoles "Attaisir" ou encore les solutions déployées dans le domaine de l'enseignement à distance, avec le lancement, dès le mois de mars 2020, de la plateforme "Telmid".

Le rapport souligne que les secteurs du tourisme, de l'immobilier et de la culture ont, également, tiré profit des avantages du numérique en 2020, précisant qu'au pic épidémique, 7 salariés marocains sur 10 exerceraient leur activité en télétravail, ce qui pourrait se transformer en opportunité de création d'emplois.

La pandémie de la Covid-19 a stimulé, également, l'innovation technologique dans de nombreux secteurs, que ce soit dans la finance, l'agriculture ou l'éducation, notant que les mesures de confinement ont contribué au recours intensif au commerce électronique et que l'habitude du paiement sans contact semble désormais bien ancrée dans la population. Ainsi, les paiements en ligne ont augmenté de 31,3 % au premier semestre de l'année 2020, par rapport à la même période l'année dernière.

Enfin, le rapport révèle que l'accélération de la transformation numérique est un levier important de l'inclusion sociale et du développement humain. Les technologies numériques permettent de résoudre des problèmes cruciaux qui entravent le

développement social et un accès équitable aux services et aux opportunités. La résolution ou la réduction de la fracture numérique permettrait d'atténuer les inégalités dans le pays, notamment, entre les villes et les campagnes et d'atteindre l'objectif d'une croissance plus inclusive.

Source :

<https://oxfordbusinessgroup.com/blog/bernardo-bruzzone/focus-reports/report-what-lasting-impact-will-pandemic-have-digitalisation>

◆◆◆ ECONOMIE

► Will productivity and growth return after the COVID-19 crisis ? / McKinsey Global Institute

Tags : Riposte à la Covid-19 | Economie post-covid | Télétravail | Innovation | Automatisation | Investissements directs | Recherche & développement |

Selon ce rapport, la pandémie de la Covid-19 a provoqué la plus profonde perturbation économique depuis la seconde guerre mondiale, bouleversant à la fois l'offre et la demande.

Le rapport souligne que les décideurs politiques ont fait preuve d'audace dans leur riposte à la Covid-19. Ils sont confrontés, également, à relever le défi de la mise en place d'une économie post-covid résiliente une fois que la crise sanitaire serait contenue et que les économies seraient pleinement ouvertes.

Malgré les pressions exercées sur les entreprises et les niveaux élevés d'incertitude, de nombreuses entreprises ont fait preuve d'audace

et d'innovation en réponse à la pandémie. Les entreprises se sont rapidement tournées vers le télétravail, ont automatisé les tâches de production, ont augmenté l'efficacité opérationnelle et ont accéléré la prise de décision et l'innovation des modèles opérationnels.

Les chefs d'entreprise peuvent améliorer les perspectives de croissance de la productivité plutôt que de se contenter d'y répondre par les nouveaux produits et services qu'ils proposent et les investissements qu'ils réalisent. Le rapport note que l'intérêt immédiat des entreprises individuelles, notamment, en termes de réduction des coûts pourrait entraver l'intérêt collectif de stimuler la croissance.

Les décideurs politiques disposent d'une série d'interventions pour s'engager auprès des entreprises afin de les orienter vers des résultats probants. Le rapport suggère de prioriser trois éléments pour stimuler une croissance de la productivité :

- Soutenir l'innovation et les autres progrès susceptibles de rehausser la croissance de la productivité : les grandes entreprises devraient réfléchir à catalyser le changement dans l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnement et de leurs écosystèmes afin de diffuser plus largement les avancées. Les politiques peuvent soutenir ces efforts, par exemple, par le biais de marchés publics axés sur l'innovation, les investissements directs dans la recherche &

développement et en révisant les règles relatives aux plateformes et à la concurrence, les réglementations relatives aux produits et au marché du travail, ...

- Mettre en place des mesures nécessaires pour la création des emplois et l'amélioration des salaires : les entreprises pourraient contribuer à remédier aux freins à la demande en se focalisant plus sur l'augmentation des revenus plutôt que sur la recherche de gains, en investissant dans la requalification des travailleurs qui, sans les compétences adéquates, risquent de perdre leur emploi ou subir des baisses de salaires.
- Accroître et diriger l'investissement vers des secteurs prometteurs comme les infrastructures et le logement. Les entreprises devraient envisager de placer, davantage, les questions environnementales, sociales et de gouvernance au cœur de leur processus décisionnel. Elles pourraient s'efforcer de définir des normes de durabilité plus strictes et investir en fonction de celles-ci.

Source :

<https://www.mckinsey.com/industries/public-and-social-sector/our-insights/will-productivity-and-growth-return-after-the-covid-19-crisis>

◆◆◆ ENVIRONNEMENT

► **Nature and net zero/ World Economic Forum, McKinsey & Company, 2021**

Tags : Solutions fondées sur la nature | Emissions de gaz à effet de serre | Biodiversité | Crise climatique | Covid-19 | Résilience |

Ce rapport, publié par le World Economic Forum en collaboration avec McKinsey & Company, décrit le potentiel des solutions fondées sur la nature (SfN) pour faire face aux crises convergentes du changement climatique et de la dégradation de la nature.

Les solutions fondées sur la nature sont des mesures de conservation, de rétablissement et de gestion des terres qui réduisent le carbone dans l'atmosphère ou préviennent les émissions de gaz à effet de serre. Ces solutions réduisent à la fois les émissions de gaz à effet de serre tout en protégeant la biodiversité.

Le rapport souligne que la voie vers la neutralité carbone est entrain de se généraliser dans le secteur privé. De nombreuses entreprises se sont fixés des objectifs de neutralité carbone ou "zéro émission nette" et certaines ont pris, également, des engagements pour faire face à la crise climatique.

Les SfN sont généralement peu coûteuses. Dans la plupart des cas, les coûts se situent entre 10 \$ et 40 \$ de CO2 par tonne avec des variations entre les zones géographiques et les types de projets.

Le rapport révèle que si les solutions fondées sur la nature sont menées de manière appropriée, elles pourraient contribuer de manière significative à relever des défis mondiaux : elles ont le potentiel de fournir jusqu'à 37% des besoins des populations en matière d'atténuation du changement climatique et réduire l'impact de la crise climatique sur les personnes et la nature en diminuant les impacts des catastrophes et en favorisant la résilience des communautés locales.

Les actions nécessaires pour mettre en place les solutions fondées sur la nature



Source : McKinsey & Company, WEF, 2021

Les SfN devraient, particulièrement, faire partie intégrante des stratégies économiques des gouvernements pour assurer une « reprise verte », surtout après les conséquences de la pandémie de la Covid-19.

Enfin, il est essentiel de mettre en place des cadres politiques cohérents au niveau international pour la promotion des solutions fondées sur la nature. Un tel cadre est primordial pour accroître l'échelle et l'impact de l'approche SfN, anticiper les aléas ou les exploitations abusives et pour aider

les décideurs politiques, les organismes de financement et les autres intervenants à évaluer l'efficacité des projets.

Source :

<https://www.weforum.org/reports/nature-and-net-zero>

◆◆◆ POLITIQUE

► Intégration régionale dans l'Union pour la Méditerranée : le rapport d'étape/OCDE, 2021

Tags : Intégration régionale | Intégration commerciale | Intégration financière | Connectivité des infrastructures | Intégration dans l'enseignement supérieur | Coopération scientifique | Innovation | Migration |

Cette étude examine les progrès de l'intégration dans la région euro-méditerranéenne et identifie les actions politiques nécessaires pour favoriser la poursuite de cette intégration.

Le rapport d'étape souligne que les avancées de l'intégration dans la région euro-méditerranéenne sont marquées par la lenteur des actions entreprises et demeurent en deçà du potentiel de la région en termes de capacités et de ressources.

De nombreux défis persistent pour les pays de la rive Sud dans le cadre l'intégration commerciale au sein de la région euro-méditerranéenne, notamment, la complexité du traitement de divers accords commerciaux, les obstacles non tarifaires aux échanges commerciaux, l'absence d'un cadre réglementaire adéquat pour le commerce de services...

La région est caractérisée, également, par une disparité en termes de développement financier d'un pays à l'autre. A cet effet, l'intégration financière dans la région devrait prendre en considération les priorités du développement dans les pays des Balkans occidentaux et les pays de la région Moyen Orient Afrique du Nord.

Le rapport relève l'insuffisance de la connectivité des infrastructures, notamment, dans le Sud et l'Est de la Méditerranée, malgré les efforts déployés par les économies de la région afin de construire de vastes réseaux de transport et d'énergie. De plus, ces pays ont réalisé des progrès inégaux en termes de mobilité, particulièrement, en ce qui concerne les mouvements Sud-Sud.

Dans ce cadre, le rapport met en relief le rôle majeur de l'Union européenne dans la gestion des flux migratoires vers et depuis la région, y compris les migrations de la main-d'œuvre.

Concernant l'intégration dans l'enseignement supérieur et la recherche dans la région, elle a connu une augmentation inégale, à mesure que la capacité croissante en matière d'éducation et de recherche dans les pays du Sud de la région euro-méditerranéenne et dans les Balkans occidentaux reste disproportionnée. L'intensité de la coopération scientifique dans la région euro-méditerranéenne se caractérise davantage par des

interactions Nord-Sud que par une collaboration Sud-Sud.

Enfin, le rapport suggère plusieurs recommandations pour accélérer le processus d'intégration dans la région. Il s'agit :

- d'éliminer les obstacles qui entravent le développement commercial, à travers le renforcement de la coopération politique et administrative,
- de développer les marchés financiers dans la région en envisageant des réformes financières pour renforcer les institutions,

- d'accroître les investissements nécessaires au développement des infrastructures du transport et d'énergie,
- de promouvoir une vision d'une mobilité connectée des personnes.
- de mettre en œuvre des politiques complémentaires en matière de recherche, d'enseignement supérieur et d'innovation,
- de renforcer les capacités statistiques pour suivre correctement les progrès de l'intégration régionale.

Source :

<https://www.oecd.org/fr/migrations/integration-regionale-dans-l-union-pour-la-mediterranee-3a41651>

Open Data

Le concept d'*Open Data* est né dans le milieu de la recherche scientifique publique. Il désigne le principe par lequel une entreprise ouvre son système d'information à ses prospects, clients et partenaires, voire même au grand public. Les pratiques d'*Open Data* ont connu une évolution considérable en même temps qu'Internet qui a facilité l'accès aux données de l'entreprise.

Les données publiques, issues des entreprises et ouvertes au partage, se caractérisent par certains critères techniques, juridiques et économiques, notamment :

- la mise à disposition dans un format technique le plus ouvert possible, qui facilite la réutilisation et n'impose pas l'utilisation d'un logiciel propriétaire,
- l'utilisation de licences juridiques ouvertes, qui ne restreignent pas ou peu les

utilisations possibles des données,

- la limitation des redevances susceptibles de constituer des freins économiques pour les personnes réutilisant ces données.

L'*Open Data* permet d'améliorer le service rendu au client et au public en améliorant son information et en réduisant ses incertitudes. Cela permet, également, de réaliser des économies sur des services de support car le client agit généralement en self-service.

Source :

Collectif (2014). Big Fast Open Data. Décrire, décrypter et prédire le monde : l'avènement des données

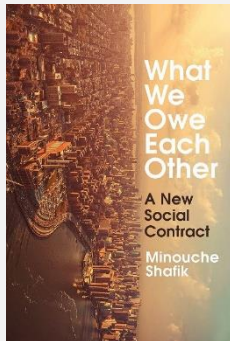
COINTOT, Jean-Charles (2015). La Révolution Big data - Les données au cœur de la transformation de l'entreprise

◆◆◆◆◆ BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

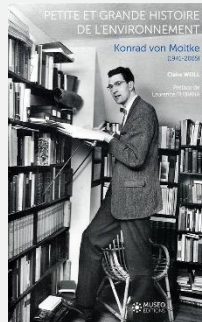
Cette bibliographie rassemble une sélection des derniers ouvrages, en rapport avec les questions globales et les relations internationales.

<p>GUERASSIMOFF Gilles et SOBRA Laura (2021), <i>Mobilité durable et énergie : comment les concilier ?</i></p> 	<p>BRONNER Gérald (2021), <i>Apocalypse cognitive</i></p> 	<p>GDAULT Thierry et DEMEUE Hugues (2021), <i>Massacre à la tronçonneuse. Climat, parasites, crise budgétaire... Nos forêts en état d'urgence</i></p> 
<p>CHALENDAR Pierre-André (2021), <i>Le Défi urbain. Retrouver le désir de vivre en ville</i></p> 	<p>MAHBUBANI Kishore (2021), <i>Le Jour où la Chine va gagner. La fin de la suprématie américaine</i></p> 	<p>TORDJMAN Hélène (2021), <i>La Croissance verte contre la nature. Critique de l'écologie marchande</i></p> 

SHAFIK Minouche (2021), What We Owe Each Other: A New Social Contract



WEILL Claire (2021), Petite et Grande Histoire de l'environnement, Konrad von Moltke (1941-2005)



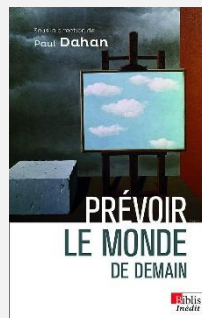
SALERNO Gabriel (2021), Effondrement... c'était pour demain ?



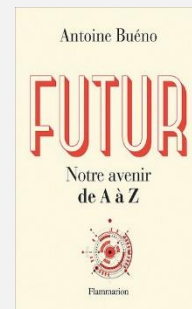
TESQUET Olivier (2021), État d'urgence technologique. Comment l'économie de la surveillance tire parti de la pandémie



DAHAN Paul (2021), Prévoir le monde de demain



BUÉNO Antoine (2021), Futur. Notre avenir de A à Z



INDEX DES TAGS

2030.....2

A

AMP.....2

Automatisation.....5

B

Biodiversité.....2,7

C

Compétitivité numérique.....4

Confinement.....4

Connectivité des infrastructures.....8

Coopération scientifique.....8

Covid-19.....3,4,7

Criminalité.....8

Crise climatique.....7

D

Développement humain.....4

Digitalisation.....3

Distanciation sociale.....4

E

Economie bleue.....2

Economie post-covid.....5

Emissions de gaz à effet de serre.....7

F

Fracture numérique.....4

I

Inclusion sociale.....4

Industrie pharmaceutique.....3

Innovation.....5,8

Intégration commerciale.....8

Intégration dans l'enseignement supérieur.....8

Intégration financière.....8

Intégration régionale.....8

Investissements directs.....5

M

Maroc.....4

Migration.....8

O

OECD.....2

P

Pêche.....2

R

Recettes fiscales.....5

Recherche & développement.....5

Recherche et développement.....3

Résilience.....7

Riposte à la Covid-19.....5

S

Santé.....3

Solutions fondées sur la nature.....7

T

Technologie.....4

Télétravail.....4,5

Transformation digitale.....4